

**Avenant n° 2025-01 du 22 janvier 2025**  
relatif aux comptes-rendus des réunions de la CPPNI

NOR : ASET2550790M

IDCC : 2046

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FNCLCC,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CGT ;**

**CFDT ;**

**FO ;**

**CFE-CGC ;**

**UNSA,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Les organisations syndicales représentatives de la branche des centres de lutte contre le cancer ont fait part de leur volonté de disposer d'un compte-rendu des échanges et des sujets évoqués lors des réunions de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI).

À cette fin, le présent avenant porte modification de l'article 4.3.2.2.1 de la convention collective nationale (CCN) des CLCC du 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**Article 1<sup>er</sup> | Modification de l'article 4.3.2.2.1**

Le dernier alinéa de l'article 4.3.2.2.1 « Réunions » est modifié comme suit :

« À l'issue de chaque commission, la FNCLCC rédige un projet de compte-rendu qui est transmis aux organisations syndicales représentatives. Celles-ci ont la possibilité de corriger et amender leurs propos ainsi retranscrits, avant approbation définitive à chaque commission suivante par l'ensemble de ses membres. Le compte-rendu ainsi approuvé en séance est transmis aux organisations syndicales. »

## **Article 2 | Durée de l'avenant et entrée en vigueur**

Le présent avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant l'expiration du délai d'opposition. Il est conclu pour une durée indéterminée.

## **Article 3 | Dépôt et publicité**

Conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail, ainsi qu'auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Il sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature, conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera publié dans la base de données nationale, conformément aux dispositions des articles L. 2231-5-1 et R. 2231-1-1 du code du travail.

Un exemplaire sera établi pour chacune des parties signataires.

*Fait à Paris, le 22 janvier 2025.*

(Suivent les signatures.)